



Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org
bulletinsolidairesetegale@solidaires.org

solidaires.org

f @UnionSolidaires
t @Solidaires
i @union_solidaires

ÉGALES

janv fev 2026



il lit Mona Chollet
mais jamais
il ferme sa
gueule

Union
syndicale
Solidaires

8 MARS, EN GRÈVE FÉMINISTE

Sommaire

page 2 : édit

page 3 : international

pages 4 à 8 : grève féministe

dont le kit «construit ton village féministe»

page 9 : actu PLSS

pages 10 et 11 : formations

page 12 : série «femmes syndicalistes, racontons nous»

page 15 : actu Sud Santé Sociaux

page 16 : film «Mon Capital»

page 17 : K drama

page 18 : film «la vague»

page 18: livre «Les féministes t'encouragent à quitter ton mari, tuer tes enfants, pratiquer la sorcellerie, détruire le capitalisme et devenir trans-pédé-gouine»

page 19 : colère «Violences Sexistes et Sexuelles : Pourquoi nous n'attendons pas la justice bourgeoise»

Le 8 mars, nous serons le feu

Le ciel s'assombrit, l'horizon est lourd.
 Mais à l'approche du 8 mars, entendez ce tambour !
 Le patriarcat cogne, l'impérialisme broie,
 Mais nous ne baisserons ni les yeux, ni les bras.
 Nous regardons le monde, et nous voyons les plaies.
 En Palestine, au Yémen, sous les bombes et la faim,
 C'est la guerre aux civils, c'est la guerre sans fin.
 Au Rojava, nos adelphe et nos sœurs bâtissent la démocratie,
 Et les empires voisins leur territoire incendient.
 L'impérialisme n'a pas de frontière,
 Il fait de nos corps ses champs de bataille et de terre.
 En République démocratique du Congo, le viol est une arme pour voler le coltan,
 Au Soudan, l'esclavage revient dans le sang,
 Au Mali, au Sahel, l'étau se resserre,
 Entre djihadisme et chaos, c'est la guerre à notre chair..
 La bête immonde relève la tête, du Pérou aux États-Unis,
 Voulant briser nos droits, nos amours, nos vies.
 Interdire l'IVG, nier les personnes trans, écraser les racisées,
 Leur projet est la nuit, ils veulent nous effacer.
 Mais face à la terreur, nous choisissons la rage.
 Le féminisme est un feu, pas une image sage.
 C'est l'incendie MeToo qui brûle le silence,
 Faisant de nos récits une arme de défense.
 La honte change de camp, finie l'impunité,
 Face aux violences sexistes, notre riposte c'est l'unité.
 Et si le pouvoir nous crache son «sale conne» au visage,
 Nous le portons en étendard, refusant le dressage !
 Si l'attaque est mondiale, la riposte est géante,
 Partout où l'on nous brise, la lutte est vivante !
 Nous sommes la lumière là où ils veulent le noir :
 C'est l'Ukraine debout, 60 000 femmes au front,
 Fusil à l'épaule, refusant l'affront.
 C'est la Russie de l'ombre, où la résistance féministe veille,
 Contre la guerre, bravant l'appareil.
 C'est la Vague Verte qui inonde l'Amérique Latine,
 Du Mexique à la Colombie, la lutte s'enracine.
 C'est l'Iran qui crie «Femme, Vie, Liberté»,
 C'est l'Asie ouvrière qui réclame sa dignité.
 C'est l'Espagne qui se lève au cri de «Se Acabò»,
 Imposant le consentement comme nouveau flambeau
 C'est la France qui grave l'IVG dans sa loi, Pour que jamais ne tremble ni le corps ni le choix.
 Ils comptent sur nos peurs, sur notre isolement,
 Mais nous sommes la multitude, nous sommes le mouvement.
 Tant qu'une seule est en chaîne, aucune n'est libre. C'est cette rage qui nous fait vivre.
 Sentez trembler la terre, De nos pas volontaire.
 Ne sombrons pas. Ne pleurons pas. **Organisons-nous.**

À Lviv, l'Atelier féministe a organisé une action de défense des droits humains intitulée « Je la crois » dans le cadre de la campagne « 16 jours d'activisme contre la violence sexiste ».

Le 8 décembre, l'Atelier féministe a organisé dans le centre de Lviv une action de défense des droits humains intitulée « Je la crois » dans le cadre de la campagne internationale « 16 jours d'activisme contre la violence sexiste ». L'objectif de cet événement était d'attirer l'attention sur le problème de la violence sexiste sous toutes ses formes et de souligner l'importance de soutenir les femmes victimes de violence. Les organisatrices ont mis l'accent sur le principe « Je la crois » en réponse à la culture de la honte, du silence et de la culpabilisation des victimes.

Les participantes et participants ont défilé dans les rues du centre-ville avec des pancartes et des slogans tels que « Je la crois », « La sécurité des femmes est toujours d'actualité », « Le silence n'est

pas un consentement », « La violence n'est pas une tradition », « Ne blâmez pas la victime – ne soyez pas comme Trump à propos de l'Ukraine », « Protégez les victimes – punissez les agresseurs ».

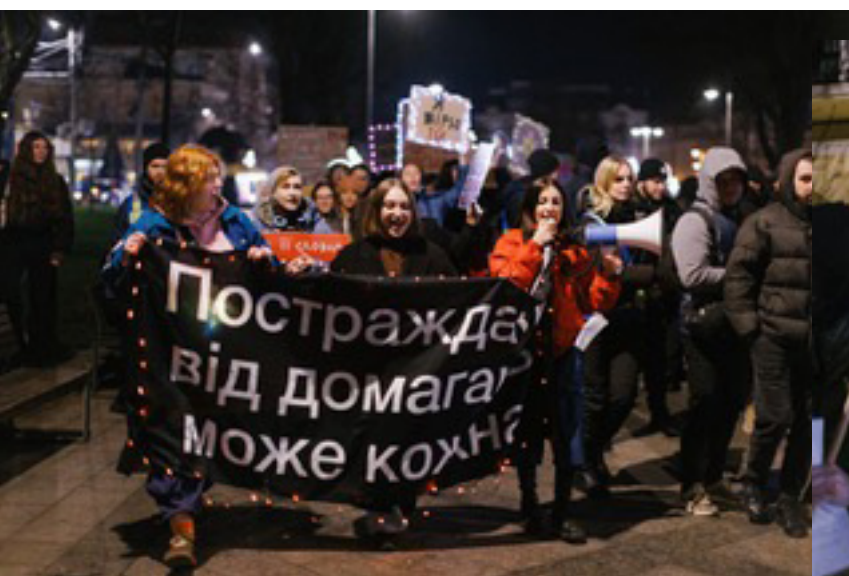
Les activistes tenaient dans leurs mains des lampes de poche, symbole de la sortie de la violence de l'obscurité, ainsi que de la lumière de la sororité qui soutient même dans les circonstances les plus difficiles.

« Nous sortons avec la lumière que les Ukrainiennes portent même dans les moments les plus sombres. Cette lumière est le symbole de la foi en les femmes, en leurs histoires, en leur expérience et en leur force. Nous croyons les femmes. Nous les soutenons. Nous condamnons la violence, pas la victime », ont déclaré les organisatrices.

Au cours de la manifestation, des discours ont été prononcés, dans lesquels les militantes ont souligné l'aggravation du problème de la violence sexiste dans le contexte des défis posés par l'invasion à grande échelle, l'importance de respecter le principe « croire la victime », de garantir des enquêtes transparentes et équitables sur les cas de violence et l'inévitabilité des sanctions pour les agresseurs.

« Nous sommes ici pour nous adresser à toutes les personnes qui ont déjà subi des violences et leur dire : vous n'êtes pas seules, vous n'êtes pas seuls. Nous sommes là pour vous. Les violences que vous avez subies ne sont pas de votre faute, mais de celle de leurs auteurs. Vous avez en vous la force de sortir de cette situation de violence et de vous défendre. Et nous, vos sœurs, nous serons à vos côtés, nous serons bruyantes et visibles, nous serons persistantes, car nous ne tolérerons pas les abus envers vous ni envers d'autres femmes », a déclaré Liubov, militante de l'Atelier féministe et de l'initiative ProAbort.

Une cinquantaine de participantes et participants ont soutenu cette action.



GRÈVES DES FEMMES, GRÈVE FÉMINISTE !

Il y a toujours eu des grèves de femmes ! Et ce tout au long de l'histoire.

On peut citer celle des Pen Sardines en 1925 à Douarnenez qui a duré plusieurs mois et leur a permis d'obtenir des revalorisations salariales après une longue bataille.

On retrouve des grèves de femmes en lien avec l'apparition du mouvement féministe des années 70, notamment une grève en 1974 de la reproduction qui visait autant à avoir le droit à l'avortement, que d'avoir le choix d'avoir ou pas des enfants.

On peut citer aussi la grande grève aux Etats-Unis pour les 50 ans du droit de vote, ou la grève en Islande suivie par 90 % des islandaises sur la question de l'égalité salariale en 1975, comme celle en Suisse en 1991 sur cette même thématique.

En France, ce sont les toulousaines en 2012 qui reprennent cette idée de grève des femmes en posant la nécessité un 8 mars de cesser le travail, de jeter symboliquement des gants de ménage en manifestation, et qui voit des crèches et écoles fermer. La commission femmes de Solidaires s'empare de cet exemple et va ensuite voir le CNDF (comité national du droit des femmes) pour proposer cette modalité d'action et de lutte afin de dynamiser les 8 mars journée internationale pour le droit des femmes.

Porter la grève des femmes était à la fois remettre la radicalité dans le mouvement féministe du 8 mars. La grève des femmes, c'est aussi la grève du travail domestique, et en élargissant la notion de grève au-delà de la grève du travail dit « productif » c'était aussi l'idée de porter le débat des luttes féministes dans nos organisations syndicales et de visibiliser la situation des femmes autant dans le monde du travail que dans la société toute entière.

C'est aussi en 2015 qu'on voit tous les mouvements internationaux, et spécialement sur les ques-

tions de violences sexistes et sexuelles s'étendre et porter une dynamique féministe qui va s'agréger et aboutir aux mouvements massifs de « grève féministes » spécialement en 2018, avec l'exemple des femmes espagnoles massivement en grève et dans la rue ce jour-là.

Dans ces années 2016 à 2018, le débat sur la grève des femmes, grève féministe s'étend également à la CGT, à la FSU, avec des réticences sur la grève « des femmes » qui serait clivante (parce que ne s'adressant qu'aux femmes) et progressivement c'est la notion de grève féministe qui s'impose (les hommes

pouvant être féministes, ou plus précisément alliés des féministes). En 2023 lors du mouvement social des retraites, l'ensemble des organisations syndicales appellent à rejoindre le 8 mars (même si certaines restent réticentes et n'iront pas sur l'appel à une grève féministe).

En 2024, et encore cette année, l'appel intersyndical au 8 mars est large et en 2025, la CGT, Solidaires, la FSU, mais aussi la CFTD, l'UNSA, et la CFE-CGC appellent à la grève féministe !




La grève féministe fait le focus sur l'idée que sans les femmes le monde s'arrête. L'épisode Covid a mis en avant les métiers essentiels très largement occupés par des femmes (et des personnes issues de l'immigration), les premières de corvée. L'enjeu porte évidemment sur la grève du travail dit productif, mais aussi sur le travail « reproductif » dévolue aux femmes (tâches domestiques, éducation des enfants, soins des proches...), qui permet au capitalisme de fonctionner, et qu'il est important de reconnaître car étant fondamental parce qu'il sert plus largement la vie, et l'habitabilité de la planète ! (voir le livre « Mobilisées » de Fany Gallot et Pauline Delage).

La grève féministe permet ainsi la repolitisation du travail du soin des autres, mais aussi il fait se réapproprier la grève, et des formes de mobilisation qui sont utiles à tout le mouvement social !

Kit d'organisation d'un village féministe


1. L'organisation globale du village


Avec qui ? C'est la première question : avec qui ? autour d'un appel ou de plusieurs appels ? trouver des personnes qui s'occupent du recensement des stands. Et du placement.

 **Le lieu** Une place centrale ou proche d'un lieu symbolique (hôpital, mairie, quartier populaire).


Le barnum central Un point central avec électricité (sono/micro), eau, et une trousse de premiers secours.


- Y a-t-il besoin d'une estrade ? est-ce là où se feront les prises de parole s'il y en a ?
- S'il y a une estrade, prévoir une rampe d'accès.
- Est-ce qu'on prévoit une traduction LSF des discours ? si oui, en plus des traductrices et traducteurs, demander en amont les discours des orga.

 **Volume sonore** Veillez à ne pas le pousser au maximum en permanence. Prévoir des bouchons d'oreilles en libre-service au barnum central.


 **Une garderie militante** Le 8 mars tombe un dimanche en 2026. Prévoir un espace protégé avec tapis, jeux, et

un planning de parents/camarades volontaires (hommes en priorité) pour prendre en charge les enfants et organiser des activités pour et avec elleux.

 **Espace Soins/Écoute** Un coin calme avec des canapés ou chaises pour discuter plus posément ou accueillir des femmes qui auraient besoin de parler de violences. Cet espace peut aussi servir de zone calme, loin des enceintes, pour les personnes hypersensibles ou ayant besoin de s'isoler du bruit.

 **Zones de repos** Multiplier les chaises et bancs tout au long du village, pas seulement dans l'espace soins. Beaucoup de personnes (handicaps invisibles, personnes âgées, enceintes) ont besoin de s'asseoir régulièrement.

Circulation Laisser des couloirs larges (minimum 1m50) entre les stands pour que les fauteuils et les poussettes puissent se croiser sans encombre.

 **Signalétique claire** Utiliser des pictogrammes sur vos panneaux (un dessin de toilettes, un dessin de café, un dessin d'enfants).

2. Le Stand Syndical Solidaires

Il faut prévoir le matériel à distribuer : tracts, affiches, autocollants, badges...

Pensez à les commander en amont ici : <https://solidaires.tgj-logistic.com/catalogue/>



Pour qu'il ne soit pas juste une table avec du matériel, il faut le rendre interactif :

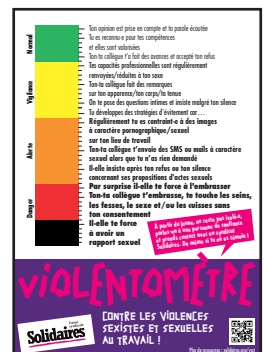
L'Arbre à Revendications Un support (grillage, branches) où les passantes accrochent leurs colères ou besoins (ex : « Plus de moyens en néonate », « Congé hormonal », « Mon patron me parle mal »).

Un coin « Droits au travail » Une affiche claire : « Tu as des questions sur tes droits au travail : c'est ici ». Avoir quelques [fiches pratiques « Vos droits »](#) et notamment celles sur les VSS au travail et l'égalité salariale.

L'espace visuels Exposition des affiches (Cancer du sein, Congé hormonal) et vente/distribution des badges « Sorcières Solidaires » ou autres.

Boîte à Slogans Pour que les gens proposent leurs propres idées pour la manifestation qui suit le village.

Un violentomètre géant (qui se voit de loin) pour discuter.



3. Les autres stands



En fonction des assos et organisations présentes et du matériel « technique » à disposition (barnum entre autre), on peut voir pour organiser des pôles :

Pôle Santé Stand sur le congé hormonal, l'endométrie, l'IVG, la santé au travail (lien avec le cancer du sein).

Pôle international Colombiennes, palestiniennes, iraniennes, ukrainiennes, vénézuéliennes, etc.

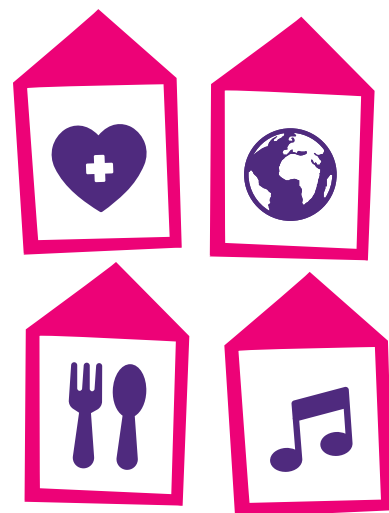
Pôle Créatif Atelier banderoles et pancartes en libre-service (cartons, peinture, paillettes biodégradables).

Pôle chorale Un lieu où les chorales peuvent répéter.

Cuisine collective

Une cantine à prix libre pour manger ensemble. Ou voir avec une ou des assos pour des repas.

Sécurité Une brigade de « vigilance féministe » (identifiable avec des brassards) peut circuler pour s'assurer que personne n'est importuné-e par des passants hostiles ou des comportements masculinistes.



outil pratique : La "Check-list" du stand Solidaires

Matériel	À prévoir / Qui s'en occupe ? / Quelles quantités de tables, chaises...?
visibilité	Oriflammes Solidaires, banderoles « Grève Féministe ».
Matériel militant	Tracts spécifiques 8 mars, guides sur les droits...
Goodies	Badges, autocollants (<i>Not all men</i> , etc.), tampons pour tissus.
interactive	Ardoise magique ou paperboard pour noter les « prix du travail invisible ».
Confort	Thermos de café/thé, quelques chaises pour les collègues fatiguées.

8 Mars 2026 : un dimanche de grève et de lutte !

Cette année, le 8 mars est un dimanche. Cela doit nous permettre de mettre en avant les travailleuses essentielles et souvent précaires : celles qui bossent dans la santé, le social, le nettoyage, la restauration, le commerce, la culture, etc.

C'est l'occasion de visibiliser ces secteurs à prédominance féminine où les bas salaires et les temps partiels subis sont la norme. Il est impératif de déposer les préavis de grève couvrant le travail du dimanche et de nuit dans tous les secteurs concernés.

Ce 8 mars s'inscrit aussi dans le contexte international dramatique actuel. Il doit être une journée de solidarité internationale contre l'impérialisme et l'extrême-droite qui, quand elle arrive au pouvoir, s'attaque en premier lieu aux droits des femmes, des personnes LGBTQIA+ et des personnes racisées.

Enfin comme chaque année, pour Solidaires, la grève féministe n'est pas seulement la grève du travail salarié. C'est aussi la grève du travail domestique, la grève du travail reproductif, la grève de la consommation.

Faire grève un dimanche, c'est rendre visible l'invisible.

Mode d'emploi : La grève le dimanche, j'ai le droit ?

OUI. Que tu sois dans le privé ou le public, le droit de grève s'applique 7j/7, 24h/24.

-> Dans le secteur privé :

C'est mon droit : Même si tu n'es pas syndiquée. Comme il y a un appel national (Solidaires, CGT, FSU...), tu n'as pas besoin d'être plusieurs dans ta boîte pour te mettre en grève. Tu peux être la seule gréviste de ton magasin ou de ton service.

- **Pas de préavis :** Tu n'as pas à prévenir ton patron à l'avance (sauf exception dans les transports ou le médico-social privé gérant un service public). Tu peux le dire le matin même en prenant ton poste... ou en ne le prenant pas !
- **Durée libre :** Tu peux débrayer 1h, toute la journée, ou juste l'après-midi pour rejoindre la manif.
- **Travail de nuit :** Si tu bosses en décalé (nuit du samedi au dimanche ou du dimanche au lundi), le préavis couvre ces horaires.

-> Dans la Fonction publique

- **Préavis :** Un préavis national a été déposé par Solidaires Fonction Publique. Il couvre tout le monde, titulaires comme contractuel·les. Des préavis spécifique ont aussi été déposés dans la santé, la culture, les collectivités territoriales, etc
- **Déclaration :** En général, tu n'as pas à te déclarer à l'avance. Tu ne viens pas, c'est tout. L'administration constatera ton absence.

Attention : Dans certains services soumis au service minimum (hôpital, transports, EHPAD), tu dois parfois déclarer ton intention 48h avant. Renseigne-toi vite auprès de tes délégué·es syndicales et syndicaux !

Dimanche 8 mars : Grève féministe !

Grève du travail salarié : «On arrête tout» !

C'est le moment de soutenir celles qui triment quand les autres se reposent.

- **Commerce / Grande distribution** : Le dimanche est un gros jour de chiffre. Bloquons les caisses, débrayons !
- **Santé / Social** : On assure les urgences vitales (assignations), mais on porte le brasard «En grève» et on refuse toutes les tâches administratives ou non urgentes.
- **Boîte mail** : Tu peux aussi changer ton message de réponse automatique : *«Aujourd'hui 8 mars, je suis en grève féministe. Je ne répondrai qu'à partir de lundi. Cordialement, une travailleuse qui lutte.»*

Tu es un homme et tu veux rejoindre la grève des femmes du 8 mars ?

Voilà une liste des choses que tu peux faire :

1. Si tu es parent, occupe-toi des enfants.
2. Si tu es un ami, propose-toi comme baby-sitter.
3. Si tu es un collègue de travail, propose-toi pour couvrir ta collègue.
4. Si tu es chef, donne leur journée aux femmes qui travaillent avec toi, sans leur mettre des bâtons dans les roues ou les exposer à des représailles.
5. Si tu es un camarade de classe, soutiens la grève et les élèves qui ne vont pas aller en cours.
6. Si tu es professeur, ne fais pas la liste des présentEs. Souviens-toi : c'est une absence justifiée et urgente, les élèves qui viennent à ton cours sont dans la rue pour dire « Nous nous voulons vivantes, parce qu'ils sont en train de nous tuer ».
7. Si tu travailles dans le spectacle, annule les répétitions et les représentations, rappelle-toi que la pièce qui est en train de se jouer s'appelle « Vie » et qu'elle doit continuer (cela s'applique à toutes les professions).

Le 8 mars on fait la grève de la consommation

- Dénonçons les produits et les enseignes qui appliquent une "taxe rose".
- Arrêtons d'acheter ou de consommer des produits ou des services non indispensables (le capitalisme ne dort jamais, surtout le dimanche).
- Dénonçons les multinationales qui surexploitent les êtres humains ou complices du travail forcé.
- Ré-orientons nos achats vers les productions des femmes et valorisons les matrimoines (écrivaines, réalisatrices, etc.).

Le 8 mars on fait la grève des tâches domestiques

- Balançons nos balais, brûlons les torchons et allons manifester !
- Arrêtons toutes ces activités que nous nous sentons obligées de faire chaque jour en tant que femme ou assignée femme.
- Qui gère le repas de famille, le ménage, la préparation de la semaine des enfants, la charge mentale ? Encore nous.

Alors ce dimanche, prenons du temps pour nous-même, ou prenons le temps de ne rien faire !

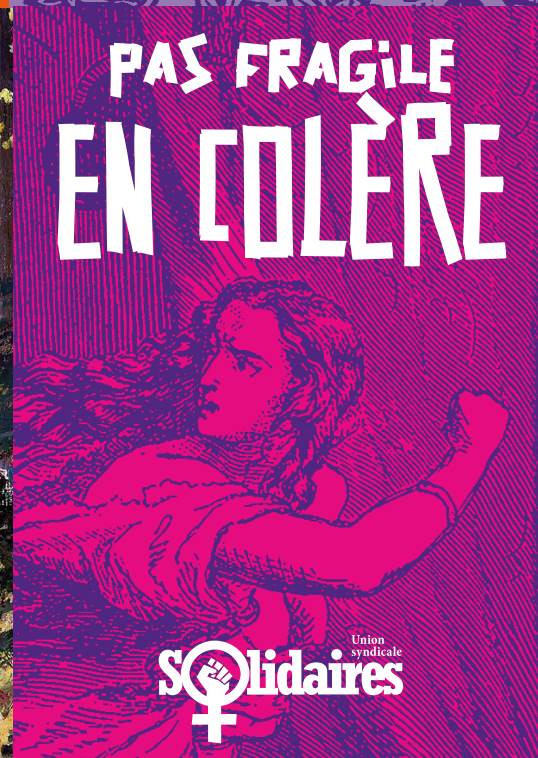
8. Si quelqu'un a besoin de soins dans ta famille et que c'est une femme qui s'en charge, c'est un bon jour pour que tu commences à t'y mettre (d'ailleurs, pas seulement pour cette date-là, mais les autres jours à partir de ce jour, et cela s'applique aussi pour s'occuper des enfants, faire le travail domestique, etc.).
9. Si tu as une relation érotico-affective avec une femme, fais ce dont elle a besoin de ta part pour pouvoir l'aider.
10. Si tu travailles dans un média, fais en sorte que ce soient tes camarades femmes qui couvrent la grève et les manifestations.
11. Si tu es un militant, diffuse l'événement, encourage d'autres femmes à y participer et fais en sorte que les hommes voient cette liste.
12. Si tu vas à un rassemblement (ce qui veut dire qu'aucune femme n'avait besoin de toi sur aucun des points antérieurs), écoute, ne te mets pas en avant, ne donne pas d'ordres, ne gère pas les activités. Respecte les cortèges non-mixtes, cherche les cortèges mixtes et accompagne, seulement accompagne.

DES BELLES AFFICHES, MAIS SURTOUT FÉMINISTES !

La lutte féministe ça se prépare, s'organise et s'anime. Et du coup, quoi de mieux que des affiches et visuels qui dénoncent et revendiquent ? Sur le site de l'union, on peut aisément retrouver les dernières productions dont le succès est quasi international :

<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/mediatheque/visuels/?topicTags=6>

D'autres viennent compléter la collection en vue du 8 mars. Ils seront bientôt disponible dans le matériel à commander en affiche A3 et en carte postale



une loi de financement de la sécurité sociale adoptée et toujours plus sexiste

En décembre, l'Assemblée nationale a définitivement adopté le budget de la sécurité sociale pour 2026. Il traduit un budget d'austérité profondément sexiste.

La grève et les mobilisations, notamment contre la précarisation des femmes, ont permis d'obtenir la suspension/ du décalage de l'âge de départ à la retraite, l'amélioration du calcul de la pension des femmes dans le privé et la mise en place d'un congé de naissance. Cependant ces victoires sont à relativiser. Les femmes restent les grandes perdantes de la réforme des retraites et la maternité demeure une période de précarisation. Ce budget est également le pire depuis 10 ans et ce sont on sait que les femmes racisées, handicapées et les personnes LGBTQIA+ qui en raison de diverses discriminations subies et de la précarité qui en découle, seront davantage touchées.

Ce PLFSS est profondément sexiste car il précarisera à nouveau les femmes. L'Etat fait notamment des économies sur le dos des mères célibataires et notamment des femmes les plus précaires. La baisse des allocations familiales (dont notamment le report de 14 à 18 ans de la majoration pour âge des allocations familiales) est une mesure qui va pénaliser toutes les familles précaires et notamment les familles monoparentales souvent portées par des mères isolées.



Sophie Yin - formes des luttes

C'est également la santé des femmes qui se trouve sacrifiée. Ce budget est profondément sexiste car aucune mesure ne vise à améliorer la santé sexuelle, reproductive ou postnatale. Le gel des dépenses de santé (ONDAM) va également encore une fois creuser les inégalités d'accès aux soins et à la santé. On le sait, les premières victimes de ces mesures sont les femmes les plus précaires qui sont confrontées à des difficultés d'accès aux soins. Le refus de l'interdiction des PFAS dans les serviettes hygiéniques montre également que les parlementaires préfèrent favoriser les industriels et leurs profits plutôt que la santé des femmes.

Pour finir, ce budget s'attaque directement aux travailleuses. En effet, le gel des dépenses de l'ONDAM, affecte directement un secteur occupé en grande majorité par des travailleuses : la santé. Les hôpitaux et les EPHAD sont des secteurs sur féminisés. La fermeture des lits, les suppressions de postes vont avoir des conséquences sur les conditions de travail (épuisement professionnel, surcharge de travail, stress) de nos camarades femmes.

De plus, dans ce budget aucune mesure ne vise à réduire les inégalités salariales de genre. L'absence de mesures visant à lutter contre la baisse du pouvoir d'achat (par le gel du point d'indice) dans les métiers de la fonction publique, occupée également en grande majorité par des femmes, montre une politique de précarisation genrée toujours plus forte.

A nouveau, l'Etat décide de faire des économies sur le dos des femmes. C'est leur travail, leur santé, leur pouvoir d'achat qui sont directement attaqués. **Dans ce contexte politique, il est plus qu'urgent d'adopter un budget de justice sociale féministe.**

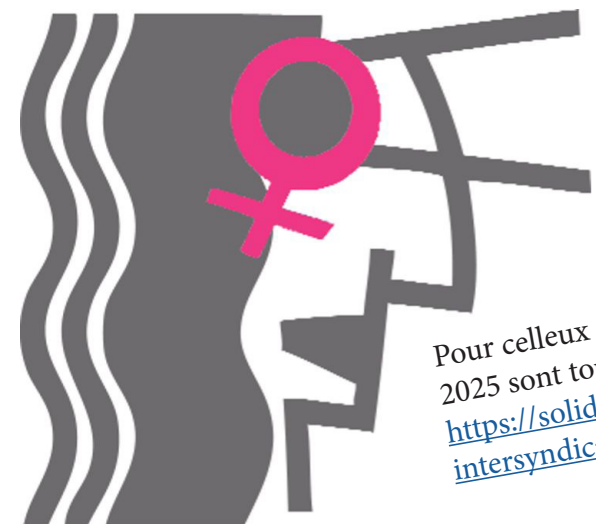
Intersyndicales femmes : on se retrouve en 2026 !

Depuis 1998, les intersyndicales femmes regroupent des militant-es de la CGT, FSU et Solidaires durant deux journées de formation sur des thématiques féministes. En 2026, on se retrouve les 2 et 3 avril à la bourse du travail de Bobigny, salle Clara Zetkin.

Au programme, on retrouve les politiques d'austérité et plus particulièrement leurs impacts sur les femmes. On travaillera ensemble à démasculiniser l'histoire et on échangera sur la thématique femmes et migrations, des parcours de combattantes. Enfin, on verra ensemble comment l'extrême droite organise le backlash contre les féministes, et surtout comment on peut le contrer !

Le nombre de place étant toujours limité, il est vivement conseillé de s'inscrire (via son Solidaires local ou sa structure nationale) très rapidement !

<https://solidaires.org/se-former/catalogue-des-formations/intersyndicales-femmes-2026/>



Pour ceux qui les auraient raté, les tables rondes des intersyndicales femmes 2025 sont toujours disponibles en podcast !
<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/mediatheque/podcast-voies-syndicales/intersyndicales-femmes/>

Les fiches juridique de l'AVFT pour se former et s'informer sur la lutte contre les VSS au travail

L'union syndicale Solidaires travaille régulièrement avec l'AVFT, plusieurs syndicats ont fait appel à elles pour animer des formations et nous les citons régulièrement comme organisation ressources. Cette article des camarades de l'AVFT présente un outil de formation très utiles et pratiques à présenter et à avoir dans nos permanences.

L'AVFT, Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail créée en 1985, est l'association experte sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles au travail (VSST). Elle écoute, oriente et accompagne des victimes, en particulier sur les aspects juridiques. Dans certains cas spécifiques, l'association peut se constituer partie civile dans la procédure pénale des victimes et elle intervient aussi volontairement devant le conseil des prud'hommes ou le tribunal administratif. Organisme de formation, elle a également pour rôle de former les publics professionnels et les équipes syndicales/CSE à ces questions et de leur fournir les outils dont elles et ils auront besoin pour agir à leur niveau. L'association met également à disposition plusieurs outils afin d'aider les victimes/équipes syndicales et CSE.

L'AVFT a élaboré des fiches juridiques féministes en matière de violences sexistes et sexuelles au travail. Elles ont pour objectif d'outiller les victimes, témoins et personnes ressources sur diverses thématiques bien souvent rencontrées. Ces fiches sont précises et pratiques, mais aussi très synthétiques : elles n'ont pas vocation à remplacer un accompagnement spécifique, un manuel de droit, ni même ne sauraient être la synthétisation du travail et de l'expertise de l'AVFT. Elles permettent en revanche une diffusion massive et une première compréhension et sont disponibles ici <https://www.avft.org/2025/04/18/ca-vient-de-sortir-les-fiches-juridiques-de-lavft/>

Elles abordent des thématiques variées sur les notions et définitions (sexisme, harcèlement sexuelles, les stratégies des agresseurs, ...) mais aussi sur les procédures au travail (la preuve des VSS au travail, les obligations des employeurs, les AT/MP, ...) et les procédures judiciaires (devant le conseil des prud'hommes/le TA, les procédures baillons, les procédures pénales, ...) ou encore comment financer ses procédures.

Ces fiches ont été co-élaborées/rédigées/relues par des salarié-es, stagiaires et bénévoles de l'AVFT : Laure Ignace, Aurore Kessai, Clara Marchal, Naomi Enow, Tiffany Coisnard et Mathilde Cornette.
Le graphisme est signé [Aurélié Bonnet](#).

Lien vers la boîte à outils de l'AVFT regroupant l'ensemble de leurs ressources disponibles :
<https://www.avft.org/boite-a-outils/>

N'hésitez pas leur écrire à l'adresse contact@avft.org pour leur dire ce que vous avez pensé des fiches et en quoi elles ont pu vous aider dans votre pratique syndicale !



Femmes syndicalistes, racontons nous !

une série sur la démasculinisation de l'histoire

réalisée par Anouck de Sud Culture,

membre du collectif Rue de la Commune qui associe histoire et mémoire sociale

ALGÉRIENNES, AU COMBAT.

Le 17 octobre 1961, la police française massacre des Algériens – que l'administration nomme alors Français musulman - dans Paris. Ceux-ci sont sortis à l'appel de la fédération de France du Front de Libération National pour une manifestation pacifique pour protester contre un couvre-feu (entre 20h30 et 5h30) décrété quelques jours plus tôt par le cruel préfet de police Maurice Papon et visant uniquement ces « Français musulmans ». La manifestation vise aussi à s'opposer à la répression que subissent les Algériens depuis des années et qui s'est intensifié sur les années 1960-61. Vols, coups, tortures, disparitions, enlèvements, assassinats sont devenus quotidiens.

Ce 17 octobre est réprimé dans le sang. Le Figaro parle de « violence à froid » dès le 23 octobre.

Si les listes des morts identifiés sont très masculines, ce 17 octobre, des femmes sont présentes parmi les manifestants. Il n'y a rien de surprenant, depuis le début de la révolution algérienne commencée en 1954, les femmes participent largement au combat. Depuis l'autre côté de la Méditerranée, quelques noms émergent comme Djamila Bouhired ou Djamila Bouzza, toutes deux condamnées à mort dès 1957 pour avoir posé une bombe ou encore Djamila Boupacha, torturée par viol en 1960 pour suspicion d'attentat. Ces noms ne sont que la partie immergée d'un vaste mouvement des femmes. Ces militantes ont été oubliées de toute part. « Renvoyée au réchaud » dénonça une autre militante Zhor Zerari par leur pays, effacées de l'histoire par l'ennemi. Effacement qui facilite aujourd'hui le racisme et le sexisme visant les femmes arabes en France.

De ces femmes on en trouve trace pourtant dès les jours suivants ce 17 octobre 1961 dans un livre appelé *Les ratonnades à Paris*. L'autrice Paulette Péju y fait un tour de la presse. On peut y lire notamment un reportage de *L'Express* dans l'imposant bidonville de Nanterre :

« La mère cinquante-et-un ans qui était dans le lit, s'est excusée. Elle ne pouvait pas bouger « à cause de son dos qui était tout bleu. ». Mais je voyais son visage violet et noir, avec un œil – l'œil gauche – gonflé comme un œil et dont la cornée était rouge vif ». [...]

Elle me dit qu'elle était allée manifester « parce qu'on nous tue trop et parce que, maintenant, on doit rester dans la maison comme des rats ». Elle défilait avec sa fille et l'un de ses fils lorsque ce fut la charge.

- Un policier, il a mis son revolver sur ma fille... Elle est intervenue. Un autre policier l'a jetée à terre et elle a reçu une volée de gifles, de coups de poing et de pieds et quelques coups de matraques. On les a jetées, elle et sa fille, dans un car.

- Là les policiers, ils m'ont tordu le bras, regarde... et il me criait : « Salope ! On te crèvera, on te videra comme un lapin ! Dis : Algérie française, salope ! » Et il m'a dit des choses que je ne peux pas répéter. Alors, moi, j'ai crié « Vive l'Algérie indépendante ! Vive mes frères ! » Et j'ai dit aux policiers, tu peux me tuer mais je ne dirai pas autre chose.

On l'a jetée dans un commissariat du Val de Grâce. Sous ses yeux, sa fille a attrapé une dégelée de coups de pied dans le ventre. Dans la nuit, on l'a jetée sur la chaussée. Elle a réclamé sa fille. Les policiers ont levé leurs matraques. Titubant, se traînant, elle se demande comment elle a pu rentrer chez elle.

- Et votre fille ?

- Elle n'est pas revenue. Ya trois jours, et elle n'est pas revenue. »

Leurs noms nous resteront inconnues. Mais l'engagement de cette mère et sa fille ne sont pas insolés.

C'est du côté de Stains qu'un nom sort un peu de l'oubli les femmes : Fatima Bedar. Une jeune collégienne de 15 ans, qui fut jetée dans la Seine ce jour-là. Fatima Bedar est allée seule à la manifestation, contre l'avis de ses parents qui souhaitaient qu'elle

garde les frères et sœurs pendant qu'eux iraient à la manifestation. Ils la chercheront plusieurs jours avant qu'elle ne soit retrouvée noyée près d'une écluse à Saint-Denis. La police française fit passer cette mort pour un suicide. Dans les témoignages rassemblés bien plus tard, son frère Djoudi raconte que leur père emmenait ses sœurs (Fatima et Louisa) à des réunions illégales du FLN, premiers éléments d'une présence féminine invisible aujourd'hui. Il y a aussi cette mère qui devait aller manifester, dont je note que le prénom n'apparaît dans aucun des articles qui parlent de Fatima Bedar. Mère est son nom. On sait, par le témoignage de Djoudi, qu'elle est alors enceinte. Enceinte, elle comptait bien tout de même aller manifester. On peut aussi identifier une amie et sa mère qui furent retrouvées par l'historien Jean Luc Einaudi, quand il a fallu prouver que ce n'était pas un suicide. Pas de noms, là non plus, mais un ensemble féminin en résistance qui prend forme.

Par ailleurs, les femmes jouèrent aussi un rôle important après le 17 octobre. Malgré la répression du 17, puis du 18 car le FLN poursuivait ses appels à manifester, elles manifestent à leur tour le 20 (toujours à l'appel du FLN). Alors que nombre d'hommes sont encore emprisonnés, elles se regroupent à partir de 10h du matin avec enfants et se rendent place de la République, place d'Italie, Châtelet mais aussi la préfecture de police et l'hôtel de ville. Elles réclament la libération des maris, mais aussi l'indépendance et la fin du couvre-feu.

Face à cette manifestation inédite pour la police, la préfecture donne ordre d'arrêter sans « violence ». Elles sont ainsi arrêtées et conduites en « centre social », le plus grand nombre fut conduit à l'hôpital Saint-Anne. Mais là encore, les femmes manifestent, elles refusent qu'on les nourrisse avec leurs enfants de petits gâteaux et de lait. Elles disent qu'elles sont là pour manifester pas pour être « aidées ». Par ailleurs, plusieurs furent blessées et molestées, nouvelle preuve que la répression infligée aux hommes concerne aussi les femmes.

Peut-être aura-t-on un jour des listes et des visages pour ces milliers de combattantes qui bravèrent la répression et firent face à l'état français. On sait aujourd'hui que le 17 octobre est marqué par un nombre record d'arrestations de femmes manifestantes en une seule journée. En attendant, gardons en tête leur ingéniosité quand on retrouvera les femmes le 5 juillet 1962. Ce jour de l'indépendance, qu'il fut interdit de fêter dans les rues de Paris, donne lieu à un travail gigantesque. « Pendant une partie de la nuit, femmes et hommes ont travaillé pour préparer les festivités. » On sert gratuitement dans les cafés à manger et à boire. Quant à la rue, pour contourner cet interdit, elles portent des vêtements cousus aux couleurs du pays : blanc et vert.

Pour un article plus complet : <https://orientxxi.info/20-octobre-1961-les-algeriennes-battent-le-pave-de-paris-pour-l-independance,5943>



Communiqué

Suspension d'exécution d'une révocation discriminatoire d'une infirmière

La LDH (Ligue des droits de l'Homme) et l'Union syndicale Solidaires se félicitent de la décision du tribunal administratif de Paris suspendant la révocation d'une infirmière sanctionnée pour le port d'un calot.

Par un arrêté du 20 octobre 2025, la directrice du groupe hospitalier AP-HP avait prononcé la révocation, à compter du 10 novembre 2025, d'une infirmière pour le port d'un calot et son refus de l'ôter, au motif qu'il serait « contraire aux règles d'hygiène et de sécurité des soins de l'AP-HP ». Les termes de cette décision singulière reprochaient à l'intéressée que ce dernier ne fasse « pas partie de la tenue réglementaire au travail ».

Or, le calot est habituellement porté par les personnels des établissements publics ou privé de santé, justement par souci d'hygiène pour prévenir tout risque d'infection. Son port au bloc opératoire et en réanimation est d'ailleurs obligatoire.

Reprocher à une agente qui procède à des actes médicaux ou paramédicaux sur des patient·es le port d'un accessoire qui a précisément pour objet de garantir l'hygiène et qui, en conséquence, ne contrevient nullement à l'exercice de sa fonction ne pouvait donc que relever d'arguments fallacieux masquant en réalité une discrimination dénoncée par nos organisations, visant encore une fois la communauté musulmane sous couvert d'un motif de laïcité dévoyée.

Compte tenu du caractère discriminatoire de cette décision, la LDH et l'Union syndicale Solidaires sont donc intervenues à l'appui du recours formé par l'infirmière révoquée.

Si le caractère discriminatoire de l'exclusion n'a pas été retenu par le juge des référés, l'exclusion ne se fondant pas ouvertement sur le principe de laïcité mais sur le caractère non réglementaire de la tenue vestimentaire, il a en revanche suspendu l'exécution de cette décision en raison de son caractère disproportionné. Depuis, la direction de l'APHP a communiqué sur la nécessité de respecter la laïcité, ce qui donne un poids à notre argumentation.

Dans l'attente d'un jugement au fond, la justice rappelle que les sanctions disciplinaires ne peuvent porter atteinte aux droits fondamentaux des personnes, défendus par nos organisations.

Paris, le 8 janvier 2026

Film **REPRENDRE LE POUVOIR ET NOTRE POGNON AVEC « MON CAPITAL »**

C'est le premier documentaire français à démonter les rouages de la fabrique des inégalités économiques : invitation à reprendre le pouvoir sur notre argent, « Mon Capital » sera projeté à la Grange aux belles le 8 janvier, lors des journées de formation à la préparation du 8 mars.

Comment la société organise-t-elle la précarité des femmes ? Comment la loi, faite par et pour les hommes, la justice et le système socio-fiscal nous maintiennent-ils et la reproduisent-ils sur nos filles ? Pour le comprendre, la réalisatrice Sarah Tahlaiti, elle-même élevée par une mère seule, a recueilli les témoignages personnels de cinq femmes et les analyses des expertes les plus pointues ⁽¹⁾ sur ces questions financières, dont le milieu féministe peine encore à se saisir.

Il y a Anne, mère célibataire de quatre enfants qui se (dé)bat pour faire vivre en même temps sa famille nombreuse et sa petite exploitation fruitière à Couëron, en Loire-Atlantique. Sabrina, qui « arrache » le pouvoir économique qui lui a manqué plus jeune en investissant dans l'immobilier. Sarafina, qui a fui le père violent de son petit garçon : il lui interdisait de travailler. Roxane, ex-épouse d'expatrié, en prise avec un système qui ne reconnaît pas le travail gratuit qu'elle a fourni pour que le père de ses deux filles réussisse sa carrière à l'étranger pendant qu'elle faisait tourner l'entreprise familiale. Le patriarcat a aussi ruiné Marie-Cécile, condamnée à rembourser

1,5 million d'euros de la dette de son ex-mari fraudeur, au titre de la solidarité fiscale entre époux. Cinq femmes de générations, de classes et d'origines différentes, avec des histoires intimes qui leur appartiennent. Et pourtant : toutes, à un moment où l'autre, se retrouvent dans une nasse, prises au piège d'une société qui les condamnent implicitement à l'appauvrissement. Au fil de leurs récits, les spécialistes décryptent chacun des rouages qui huilent la mécanique : l'absence d'éducation financière des filles, leur gestion de l'argent dans le couple, les violences économiques conjugales, l'illusion d'évoluer dans une société égalitaire qui vole en éclat à la naissance des enfants, l'irresponsabilité institutionnalisée des pères après la rupture du couple : rares sont alors ceux à assumer entièrement leur obligation alimentaire envers leurs enfants ⁽²⁾.

Ce n'est pas un hasard si le film de Sarah Tahlaiti fait la part belle aux analyses des conséquences économiques de la séparation : c'est le moment où se révèlent et s'accroissent les inégalités ; où nous prenons conscience de l'enchaînement des faits qui a conduit à notre précarisation entre les quatre murs du foyer « originel » et des règles qui nous empêchent d'en sortir après, celles d'une société fondée sur le maintien « coûte que coûte » de la famille nucléaire, et dans lequel seules les femmes mariées bénéficient de droits économiques post-séparation ⁽³⁾.



En refusant l'institution au fondement du patriarcat et du capitalisme, sommes-nous les idiots utiles du féminisme ?

(1) La journaliste Lucile Quillet, autrice du « Prix à payer, ce que le couple hétérosexuel coûte aux femmes » ; la sociologue Emilie Biland-Curinier, spécialiste des questions de pensions alimentaires ; l'économiste Hélène Périvier, directrice de recherche à l'Observatoire français des conjonctures économiques et autrice de « L'économie féministe », etc.

(2) En France, seulement un quart des mères seules déclarent recevoir une pension alimentaire, l'Etat prenant massivement le relai avec l'Allocation de soutien familial. La pension alimentaire, parce qu'elle est aujourd'hui le principal levier d'endiguement de la pauvreté des familles monoparentales – et donc de reproduction sociale pour 3 millions d'enfants –, doit être un objet prioritaire de nos luttes.

(3) La prestation compensatoire – encore faut-il réussir à la faire valoir – est ainsi le seul dispositif de compensation du préjudice financier subi par les femmes dans la vie familiale.

La bande annonce est ici : <https://on-suzane.shop/fr/tv/shows/mon-capital-film/>

Le Dressing de Cendrillon (Cinderella Closet) (2025)

Thèmes : J-Drama / Crossdressing / Identité / Estime de soi / Romance

Cinderella Closet est un autre coup de cœur de cet été. Un coup de cœur qui m'a tenu en haleine car un épisode de 20 minutes tous les vendredis ! aaaahhhh !

C'est un drama japonais tiré du Shojo Cinderella Closet. Il raconte l'histoire romantique d'une fille de campagne ordinaire qui a le béguin pour son beau collègue... et sa transformation par une « fée marraine » non conventionnelle et élégante.

Haruka est une fille ordinaire qui a quitté la campagne pour commencer ses études à Tokyo. Elle est secrètement amoureuse de Kurotaki, un collègue à temps partiel, mais elle manque d'assurance pour lui avouer ses sentiments. Jusqu'au jour où elle rencontre Hikaru, une fille à la pointe de la mode qui est prête à tout pour l'aider. Mais Hikaru cache un secret... c'est un homme cis.

La série se distingue par l'exploration de thèmes qui touchent à l'identité et à la tolérance à travers le crossdressing (travestissement) qui questionne sur qu'est-ce que la masculinité et la féminité et remet en question les normes de genre.

Bref, j'ai craqué et lu le scans du Shojo en anglais où l'arc des personnages secondaires est mieux développé que dans l'adaptation en J-drama. Mais ça reste une de mes série coup de cœur de l'été.

Féminisme 40% - LGBTQIA+ 70% - Romance 90% - Paternalisme 30% - Kimchi 0% (c'est une série japonaise)
12 épisodes de 20mns sur Netflix et pour ceux qui lisent l'anglais : <https://bato.si/title/122894-shinderera-kurozetto-official>

Juvenile Justice (2022)

Thèmes : Série judiciaire / Cas de conscience / Délinquance juvénile

C'est une série juridique de 10 épisodes. Certains remuent pas mal. Il ne faut pas regarder quand on a le moral au plus bas.

La série aborde, à travers les épisodes, le problème du harcèlement scolaire, des violences sexuelles, mais aussi celui de la réinsertion. L'épisode sur le foyer qui accueille des jeunes filles en réadaptation est assez intéressant pour comprendre le fonctionnement de la justice juvénile en Corée. On retrouve les mêmes débats que ce que l'on peut avoir en France : beaucoup veulent la durcir quand d'autres croient en la réinsertion.

Ce n'est pas une série qui laisse beaucoup d'espoir : les coupables ne sont pas forcément condamnés et les victimes ne sont pas toujours entendues/respectées. Elle est percutante et réaliste, sans concession et se regarde très vite.

Elle rend aussi un hommage à toutes ces femmes et ces hommes qui œuvrent dans les tribunaux ou en périphérie pour gérer et venir en aide à ces jeunes, victimes et/ou bourreaux, aux prises avec le long sacerdoce de la résilience et/ou de la réinsertion. Ces juges, constamment sur le fil du rasoir, parfois écrasés par le poids du devoir, et qui oscillent entre efficacité et responsabilité... Il y a la responsabilité du gouvernement, de la société et de l'éducation qui est aussi largement pointée du doigt. Des mères qui se retrouvent seules avec leurs enfants et aucune aide et qui jonglent entre plusieurs boulots pour faire vivre leur famille et qui n'ont plus de temps pour s'occuper de leurs enfants. Ça parle aussi des violences intra-familiales. Les enfants/ado bourreaux sont aussi souvent des victimes.

Et il y a certaines phrases qui marquent comme quand dans un épisode qui parle de viols, l'un des assistants judiciaires homme dit : «Ça y est, tout est fini. Justice a été rendue» et que sa collègue assistante judiciaire lui répond : «Pour les victimes ce n'est jamais fini. Il faut des années pour réapprendre à vivre.»

Bref, une série à voir. Et qui est doublée en français pour ceux que la vostfr derangent.

Bromance : 0 % / Romance : 0 % / Féminisme : 70% / Paternalisme : 20 % (parce que système patriarcal) / kimchi : 0% - 10 épisodes de 60mns sur Netflix



Film

La vague (La ola en VO)

Il ne passe plus en salle, mais il va vraiment falloir te débrouiller pour le voir. En toile de fond, la vaste mobilisation féministe qui a gagné le Chili en 2018. Nous suivons Julia, étudiante en musique, qui s'organise avec ses camarades de promo pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles dans son université. Alors qu'elle s'engage de plus en plus dans les manifestations, sa propre histoire va la mettre au centre du mouvement. À toutes les camarades féministes qui ont un petit coup de mou : ce film c'est la respiration dont vous avez besoin. Vous en sortirez la rage au corps, la sororité au cœur et avec une patate d'enfer.

PS: c'est un film musical dont la BO sera tout à fait adaptée pour le trajet jusqu'à la manif du 8 mars. Et nous aussi on chantera que le patriacat se meurt, nous marchons à ses funérailles* (oui j'écoute «Saca la voz» en boucle depuis deux mois et alors kestu va faire ?).

* Saca la voz, interprété par Daniela López, Lola Bravo, Avril Aurora et Paulina Cortés et composé par Matthew Herbet.



Livre

Les féministes
t'encouragent
à quitter
ton mari, Alex
tuer Tamécylia
tes enfants,
pratiquer
la sorcellerie,
détruire
le capitalisme
et devenir
trans-pédé-
gouine le nouvel attila

Les féministes t'encouragent à quitter ton mari, tuer tes enfants, pratiquer la sorcellerie, détruire le capitalisme et devenir trans-pédé-gouine de Alex Tamécylia

Le titre vient d'une citation d'un télé-évangéliste de droite américain, le contenu nous est offert par Alex Tamécylia. Difficile de catégoriser ce livre, moitié manifeste féministe et moitié recueil poétique. Vous allez rire, être ému-e et avoir envie de cramer des trucs, parfois les trois en même temps à la lecture de ces 160 pages (oui, c'est court mais intense).

Le challenge ce serait sans doute de réussir à ne pas le lire d'une traite, une fois qu'on est dedans les punchlines s'enchaînent et les évidences aussi :

«L'histoire unit les femmes autour d'une oppression commune et de cette mémoire naît une prise de conscience collective».

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES : POURQUOI NOUS N'ATTENDONS PAS LA JUSTICE BOURGEOISE

Camarades,

Au sein de nos structures, une confusion persiste trop souvent entre la procédure pénale et la vie démocratique d'une organisation de lutte qui porte des valeurs féministes. Il est temps de rappeler quelques principes fondamentaux pour ne plus laisser le juridisme entraver nos luttes.

On entend encore trop dans nos rangs des militants déplorer le fait que le mis en cause d'une procédure d'exclusion, suite à l'enquête d'une cellule de lutte contre les violences sexistes et sexuelles d'une structure de l'Union, n'a pas été entendu et certains invoquent le droit à défense et la présomption d'innocence.

Solidaires n'est ni un tribunal, ni la police, ni l'employeur de ses adhérent-es. L'adhésion à un syndicat est un acte politique volontaire, soumis au respect de valeurs et de statuts partagés.

L'adhésion n'est pas un droit acquis. Si un adhérent a un comportement qui détruit le cadre militant, le collectif a le devoir de s'en protéger pour garantir la sécurité des personnes qui y militent au-delà du fait qu'il porte atteinte à nos valeurs et notre image politique.

Par rapport au droit de se défendre ou d'être défendu: être exclu d'un collectif militant n'est pas comparable à un licenciement : il n'y a pas lien de subordination (salarié-es/patron) dans un collectif militant. Ça a été redit plusieurs fois ces dernières années dans les instances de Solidaires : Solidaires lutte contre le sexisme et croit les victimes. Et le protocole de la Cellule Nationale contre les violences sexistes et sexuelles de Solidaires a par exemple été construit là dessus. Et pour rappel, il a été adopté au consensus en juillet 2024.

Et si on doit faire le parallèle avec le monde du travail, même dans le monde du travail classique,

la Cour de cassation reconnaît que l'employeur n'a pas l'obligation d'entendre le mis en cause lors de l'enquête interne si les éléments sont suffisants (Cass. Soc. 29 juin 2022). Si le patronat peut le faire pour un licenciement, on ne voit pas pourquoi l'Union syndicale Solidaires aurait des règles plus strictes que le Code du Travail pour protéger des agresseurs au sein de nos propres rangs.

De plus, le «contradictoire» et la «présomption d'innocence» sont des outils du droit pénal pour éviter que l'État n'emprisonne des personnes à tort. Ici, on parle d'exclure une personne d'un groupe parce que les actes commis sont incompatibles avec nos principes féministes, pas de mettre une personne en prison.



Mailys Nester - formes des luttes

Comme on l'apprend en formation (et comme la jurisprudence le confirme), une organisation peut exclure un membre pour des faits graves sans attendre un jugement pénal. Et heureusement qu'on n'attend pas le jugement de la justice patriarcale et bourgeoise ! Sinon, nous devrions garder des agresseurs parmi nous pendant les 5 ou 10 ans que dure une procédure judiciaire.

Enfin, vouloir calquer les procédures de la fonction publique sur nos cellules contre les violences sexistes et sexuelles, c'est désarmer le syndicat face aux violences patriarcales. C'est, de fait, empêcher des victimes et plus globalement les femmes et les personnes LGBTQIA+ de militer en les forçant à cohabiter avec des agresseurs au nom d'un formalisme juridique dévoyé. C'est aussi participer à la mise en place de procédures baillons, et nous vous recommandons de lire cette fiche de l'AVFT (Association européenne contre les Violences faites aux Femmes au Travail) à ce propos : <https://www.avft.org/wp-content/uploads/2025/04/Fiche-AVFT-procedures-baillons.pdf>

Si une personne estime que sa radiation est abusive, elle peut solliciter les instances internes prévues par les statuts. Si elle s'estime victime de diffamation, elle peut saisir les instances juridiques prévues à cet effet. Mais nos structures agissent en cohérence avec leurs mandats féministes et leur obligation de sécurité envers leurs militantes.

Syndicat de lutte et de transformations sociales, et qui porte des valeurs féministes, notre règle est simple : nous croyons les victimes. Nous sécurisons le cadre militant. L'agresseur est le seul responsable de son exclusion et des actes qui ont abouti à celle-ci, ce n'est pas la cellule, ce n'est pas la victime, ce n'est pas le collectif.

Pour aller plus loin, nous recommandons la lecture du livret «Agir syndicalement contre les VSS» et de faire les formation «Agir syndicalement contre les inégalités et les stéréotypes de genre» et la formation «Agir syndicalement contre les VSS» qui explique très bien pourquoi nos procédures ne sont pas (et ne doivent pas être) des tribunaux.

Solidairement

